

# Etablissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac



★ **MUSÉE DU QUAI BRANLY  
JACQUES CHIRAC**

## Cahier des Clauses Techniques Particulières

**Lot n° 4**

**Assurance « CYBER-RISQUES »**

# Cahier des Clauses Techniques Particulières

## Conditions Particulières

L'Assuré

Objet de l'assurance

Nature des garanties

- Garanties
- Montants des garanties
- Clauses particulières

Clauses générales

- Fréquence de paiement

## Conditions Particulières

### Assurance Cyber-Risques

#### → L'Assuré :

Etablissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac

ADRESSE : 222 rue de l'Université - 75343 - Paris cedex 07

REPRÉSENTÉ PAR : Monsieur Emmanuel Kasarhérou - Président

Durée de marché : 4 ans

Date d'effet : 01/01/2025

Fin de marché : 31/12/2028

Échéance annuelle du contrat : 01/01

Préavis de résiliation : 4 mois

#### → Objet de l'assurance :

Aux conditions générales jointes et aux présentes conditions particulières, lesquelles complètent et/ou annulent et/ou remplacent toutes stipulations contraires ou moins favorables à l'assuré, l'assureur garantit les risques définis ci-après :

ASSURANCE CYBER-RISQUES

## **Nature des garanties**

### **1 – GARANTIES ACCORDEES**

#### **→ GARANTIE DOMMAGES**

La garantie a pour objet de couvrir l'Assuré des frais résultants d'une **atteinte aux données électroniques ou numériques** de l'Assuré, ou qui lui sont confiées, ou pour lesquelles l'Assuré assure une prestation.

Ces données peuvent être notamment contenues :

- sur le système informatique de l'Assuré, ou un système qu'il loue ou qui lui est confié,
- ou un système informatique de l'Assuré confié ou loué à un tiers,

La garantie a également pour objet de couvrir l'Assuré des frais résultants d'une **atteinte aux systèmes informatiques** de l'Assuré, ou qui lui sont confiées, ou pour lesquels l'Assuré assure une prestation.

Les systèmes informatiques désignent l'installation (matériel et équipement informatique, site web et réseaux sociaux, messageries électroniques, logiciel et composant, ...) de traitement, de stockage ou de transport des données électroniques ou numériques.

L'atteinte est définie comme toute indisponibilité, toute altération ou destruction ou perte ou vol, ayant notamment pour origine :

- un acte de malveillance informatique,
- une cyber-extorsion ou une tentative de cyber-extorsion,
- un cyber-rançonnage ou une tentative de cyber-rançonnage,
- un vol ou une perte de données par toute personne, y compris par un préposé de l'Assuré,
- une erreur humaine,
- un incident technique.

L'atteinte est étendue à une publication d'information sur les sites web et réseaux sociaux ayant pour conséquence de :

- porter atteinte à la propriété industrielle, littéraire ou artistique,
- dénigrer les produits et services d'un tiers,
- porter atteinte à l'image d'une personne physique ou morale,
- porter atteinte aux droits de la vie privée,
- calomnier, diffamer, attenter à la réputation d'un tiers,

lorsque la responsabilité de ces faits incombe à l'Assuré en qualité de commettant, du fait de ses préposés.

La **garantie « Frais supplémentaire »** est acquise suite aux événements assurés par le présent contrat. La garantie a pour objet de garantir les frais supplémentaires engagés par l'assuré, d'un commun accord des parties, à l'occasion d'un sinistre garanti pour lui permettre de poursuivre l'exercice de ses activités de service public.

Elle a également pour objet de garantir la baisse du montant des recettes d'exploitation causées par l'interruption ou la réduction des activités pendant la période d'indemnisation prévue.

- **Indemnisation au titre des frais supplémentaires d'exploitation :**

Les dommages sont constitués de tous les frais exposés par l'assuré (ou pour son compte) d'un commun accord entre les parties, en vue d'assurer la continuité de l'exploitation du service public et d'en limiter les conséquences suite à un sinistre garanti.

Sans être limitatifs, ils comprennent notamment les frais de prestations supplémentaires de toute nature, les frais de personnels supplémentaires provoqués par les besoins accrus consécutifs à un sinistre, les frais postaux et de communication et de correspondances supplémentaires, les frais supplémentaires de location, de transport, de gardiennage, les surcoûts, tout autre frais nécessaire à la continuité du service public, ...

- **Indemnisation au titre des pertes de recettes d'exploitation :**

Les dommages sont constitués par la baisse du montant des recettes causées par l'interruption ou la réduction des activités, déduction faite des charges variables. Ces dernières étant le montant des charges variables affectées à l'activité concernée, pendant la période considérée et qui n'ont pas été supportées par l'Assuré à cause du sinistre. Il conviendra d'ajouter à l'indemnité, les frais et honoraires d'experts que l'Assuré peut être amené à engager.

Le paiement de l'indemnité sera effectué sur justification, production de factures et mémoires relatifs aux frais exposés.

L'Assureur pourra, sur la demande de l'Assuré, se libérer par acomptes, au fur et à mesure des frais supplémentaires exposés, sous réserve des justifications prévues ci-dessus.

Les frais suivants sont pris en charge :

Garanties
Dommages et pertes
<b>Tentative de cyber-extorsion :</b> Frais de conseil, d'assistance et d'expertise en sécurité informatique visant à limiter les conséquences ou faire échec à la tentative de cyber-extorsion
<b>Assistance / expertise informatique :</b> En cas d'atteinte aux données et/ou à la sécurité informatique
<b>Reconstitution des données :</b> Suite à perte ou altération des données consécutif à un acte malveillant ou accidentel
<b>Pertes d'exploitation :</b> Subies pendant l'atteinte à la sécurité du système informatique et/ou à une atteinte aux données
<b>Frais de notification réglementaire :</b> Frais engagés pour identifier et informer les personnes et/ou les autorités administratives compétentes ayant subi une atteinte à leurs données à caractère personnel
<b>Frais de monitoring informatique :</b> Frais engagés suite à une atteinte de données pour détecter et contrôler toute utilisation non autorisée de données à caractère personnel
<b>Frais en cas d'atteinte à la réputation :</b> Consécutives à une atteinte à la sécurité du système informatique / à une atteinte de données (gestion de crise, frais de conseil en relations publiques pour élaborer une stratégie de communication, frais de nettoyage ou de re-référencement...
Frais supplémentaires
<b>Frais supplémentaires :</b> Consécutifs à une atteinte à la sécurité du système informatique et/ou à une atteinte aux données (mise en place d'un service d'assistance tél, d'un stockage temporaire de données, coût d'heures supplémentaires du personnel, tout autre frais nécessaire à la continuité du service public, ...)
<b>Intérêts et pénalités de retard :</b> Payés par l'Assuré en raison de l'impossibilité pour l'Assuré d'effectuer ses opérations de facturation ou de mandatement ou de paiement de ses créances
Cyber-fraude :
<b>Fraude téléphonique :</b> Utilisation frauduleuse du système de télécommunication (frais de facturation correspondant aux actes frauduleux)
<b>Fraude informatique :</b> Détournement, pertes de fonds et valeurs
<b>Usurpation d'identité :</b> Utilisation d'informations personnelles permettant d'identifier une personne sans son accord pour réaliser des actions frauduleuses

## → GARANTIE RESPONSABILITE

La garantie a pour objet de couvrir les conséquences pécuniaires ou les frais de défense résultant de toute réclamation introduite pendant la période d'assurance ou une période subséquente de cinq ans, à l'encontre d'un Assuré, mettant en jeu sa responsabilité individuelle ou solidaire et imputable à un événement assuré.

Les frais suivants sont pris en charge :

Garanties Responsabilité civile & Frais de défense
Atteinte aux données, au système informatique ou à l'image d'un tiers (conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré suite à la réclamation d'un tiers victime d'un incident de sécurité ou d'une atteinte aux données à caractère personnel)
Enquête règlementaire /administrative (frais de défense engagés)
Publication numérique (conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré du fait de cette publication)
Frais de mise en œuvre des actions exigées par les autorités ou la réglementation

## **2- MONTANTS DES GARANTIES**

Sous déduction de la franchise, l'Assureur indemnise l'Assuré des frais réellement engagés directement consécutifs aux événements garantis.

Montant de garantie selon acte d'engagement : 500 000 € - 1 500 000 € - 2 000 000 €

### **3 - CLAUSES PARTICULIÈRES**

#### **→ Activité**

Il est formellement entendu que la définition d'activité n'est fournie qu'à titre indicatif et n'est nullement limitative. L'assuré pourra exploiter tous les autres services principaux et annexes, dans ce que ses besoins directs ou indirects, permanents ou accidentels, peuvent avoir de plus étendu.

#### **→ Renonciation à recours**

Les contrats divers que l'assuré a souscrit ou pourra souscrire avec des tiers, contiennent ou contiendront des clauses d'exonération de responsabilité, de renonciation à recours et/ou des clauses précisant que l'assuré doit agir pour le compte desdits tiers. L'assureur en donne acte et consent aux mêmes obligations et renonciations.

L'assureur n'exercera pas non plus de recours en cas de sinistre contre :

- Les occupants d'un local que l'assuré a mis à leur disposition et d'une façon générale, toutes les sociétés et les tiers qui bénéficient de l'assurance pour leur propre compte.
- Le Représentant légal, les élus et les conseillers sauf en cas de faute intentionnelle ou dolosive.

Si l'assureur a accepté de renoncer à recours contre un responsable éventuel, il pourra, si ledit responsable est assuré, et malgré cette renonciation, exercer un recours contre son assureur, dans la limite de cette assurance.

#### **→ Connaissance des risques**

Il est précisé et convenu que les déclarations mises à la charge de l'assuré aux termes de l'article L113.2 du code des assurances et figurant aux présentes conditions particulières sont reconnues comme exactes et suffisantes par l'assureur pour lui permettre d'apprécier les risques qu'il prend. Il déclare avoir vérifié les risques assurés, ou à défaut, les considérer comme tels.

En contrepartie, l'assuré s'engage à donner toutes les facilités pour la vérification des risques. L'assureur apéritur devra informer ses co-assureurs des modifications éventuelles du risque.

#### **→ Leasing**

Certains objets garantis pouvant être loués en leasing, l'assuré agit en ce qui les concerne, tant pour son compte que pour celui des sociétés de leasing. L'assureur s'engage à prévenir les sociétés de leasing qui lui seront désignées en cas de non-paiement des primes et à leur adresser, le cas échéant, une copie de la lettre de mise en demeure adressée au souscripteur, conformément à l'article L 113-3 du Code des Assurances.

L'assureur s'engage, en cas de sinistre subi par les objets précités, à verser aux sociétés de leasing les indemnités prévues.



### → Territorialité

L'ensemble des garanties du présent contrat s'exerce dans le monde entier.

### → Déclaration de sinistre

L'assuré est dispensé de déclarer les sinistres ne lui paraissant pas devoir donner lieu à indemnisation, notamment ceux dont l'importance des dommages n'apparaît pas d'emblée susceptible de dépasser le montant des franchises.

Il est entendu qu'aucune déchéance ne serait opposable, s'il s'avérait ultérieurement que ledit sinistre était indemnisable, le service chargé des assurances de l'assuré souscripteur devra déclarer tout dommage garanti dans le présent contrat dans le délai de 15 JOURS ouvrés, à partir du moment où il en aura eu connaissance, sauf cas de force majeure. Ce délai est ramené de 48 heures à 5 jours pour la garantie vol, tentative de vol.

### → T.V.A.

Les règlements des sinistres seront effectués TVA comprise. Pour les biens appartenant à des tiers, ainsi que pour les assurances de responsabilité, risques locatifs compris, la garantie s'exercera suivant la position fiscale du tiers.

## **Clauses générales**

### → Fréquence de paiement

Fréquence annuelle.

*Le présent contrat résulte d'un marché public. Les conditions d'engagement et éventuelles réserves au cahier des charges arrêtées lors du marché public, font partie intégrante du contrat, dans lequel elles s'insèrent. Ces conditions d'engagement prévalent sur les supports indiqués par l'assureur, lors de l'établissement du contrat, toutes les fois qu'elles sont plus favorables à l'assuré.*